

L'évolution réglementaire des paiements en Europe

Cycle de réflexion ACSEL 2012

Paris, 9 mars 2012

Bruno Dupont
Chairman & CEO

Euralia en quelques mots...

- ◆ Première société française de Conseil en Affaires publiques européennes à Bruxelles
- ◆ Fondée en 1993, implantée à Bruxelles et Paris avec un réseau de partenaires en Europe et à l'international
- ◆ 5 types de prestations
 - ◆ *Veille politique, réglementaire et normative européenne et nationale*
 - ◆ *Lobbying auprès des institutions européennes et nationales*
 - ◆ *Représentation permanente d'entreprises, d'organisations professionnelles et collectivités publiques et privées.*
 - ◆ *Identification et amorçage de projets et financements européens*
 - ◆ *Formation aux Affaires publiques et relations institutionnelles*

Sommaire

◆ Qui sont les acteurs? Qui décide et comment?

- ◆ *Veille et lobbying : une démarche stratégique*
- ◆ *Le processus décisionnel européen et ses acteurs*

◆ L'évolution du paysage réglementaire européen

- ◆ *Le contexte réglementaire européen sur les paiements*
- ◆ *Vers une nouvelle Directive sur les Services de Paiement*

Le construction européenne: Un rouleau compresseur sans marche arrière...

- 80% des législations nationales sont d'origine communautaire
- Les Institutions attendent la contribution de la société civile
- Le lobbying fait partie intégrante du processus décisionnel
- Les organisations professionnelles européennes ne prennent pas toujours en compte les spécificités nationales

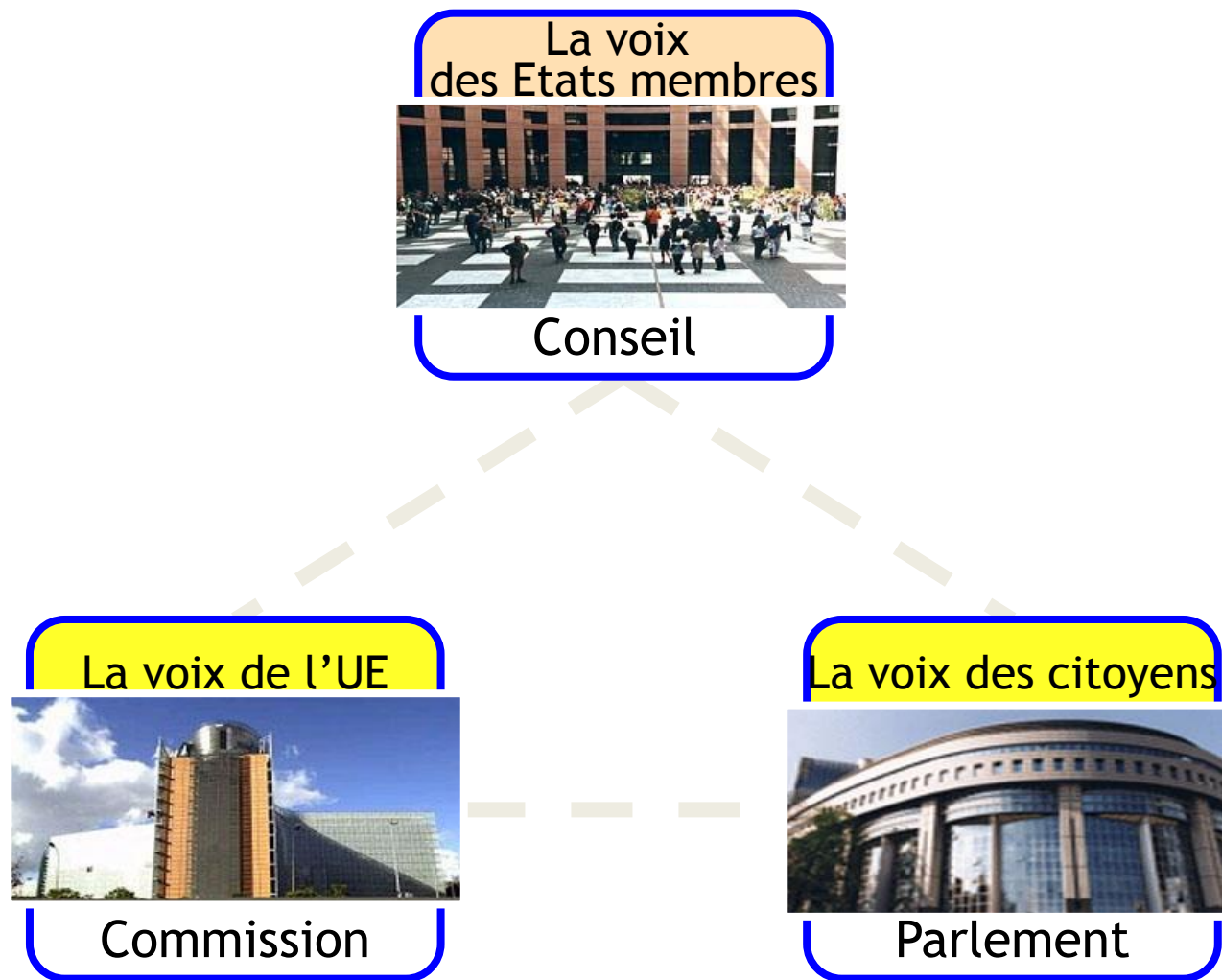
2 conséquences :

- *Une veille et une communication active à Bruxelles*
- *Un dialogue permanent avec les Institutions*

Veille et lobbying: une démarche stratégique

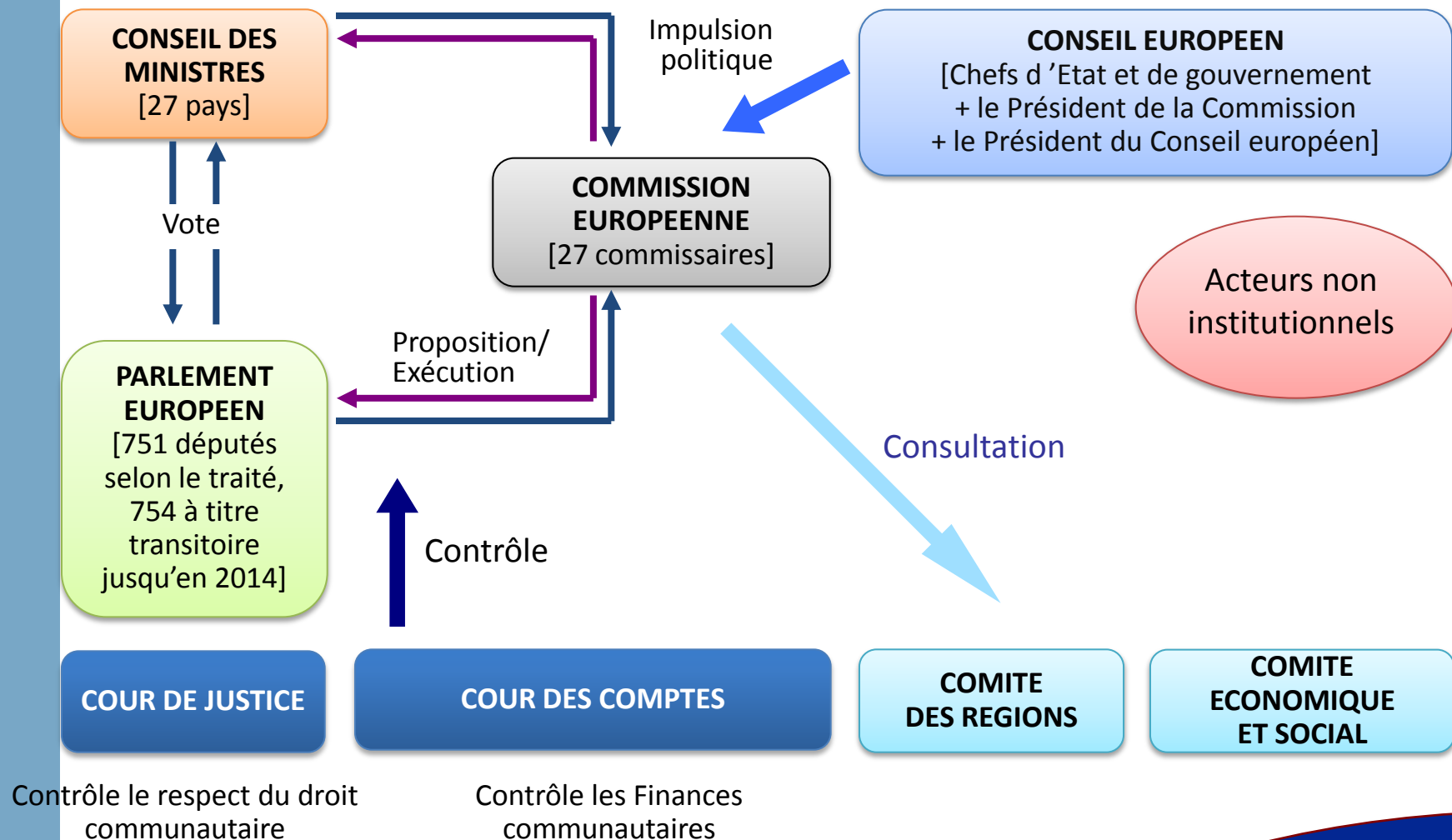
- ◆ ***La veille stratégique communautaire*** vise la maîtrise globale des flux d'information en vue de l'action.
Elle débute « en amont » des initiatives politiques et normatives de la Commission et se déroule tout au long du processus de décision communautaire.
- ◆ ***Le lobbying***, « en aval » de la veille, vise, après analyse des menaces ou des opportunités, à en expliquer la teneur et les conséquences à ceux qui détiennent le pouvoir de décider.

Le Triangle institutionnel



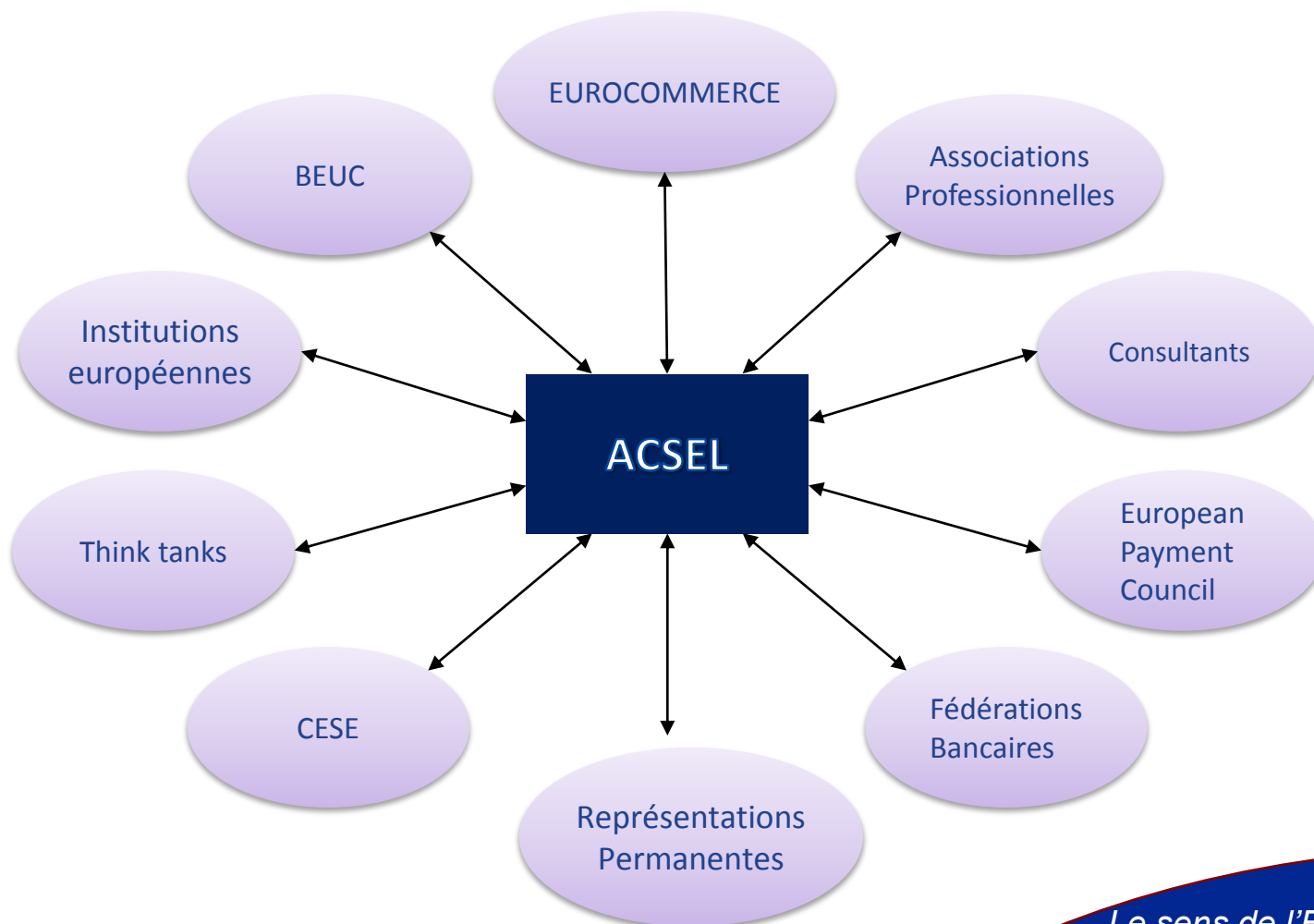
Le sens de l'Europe

Une organisation complexe

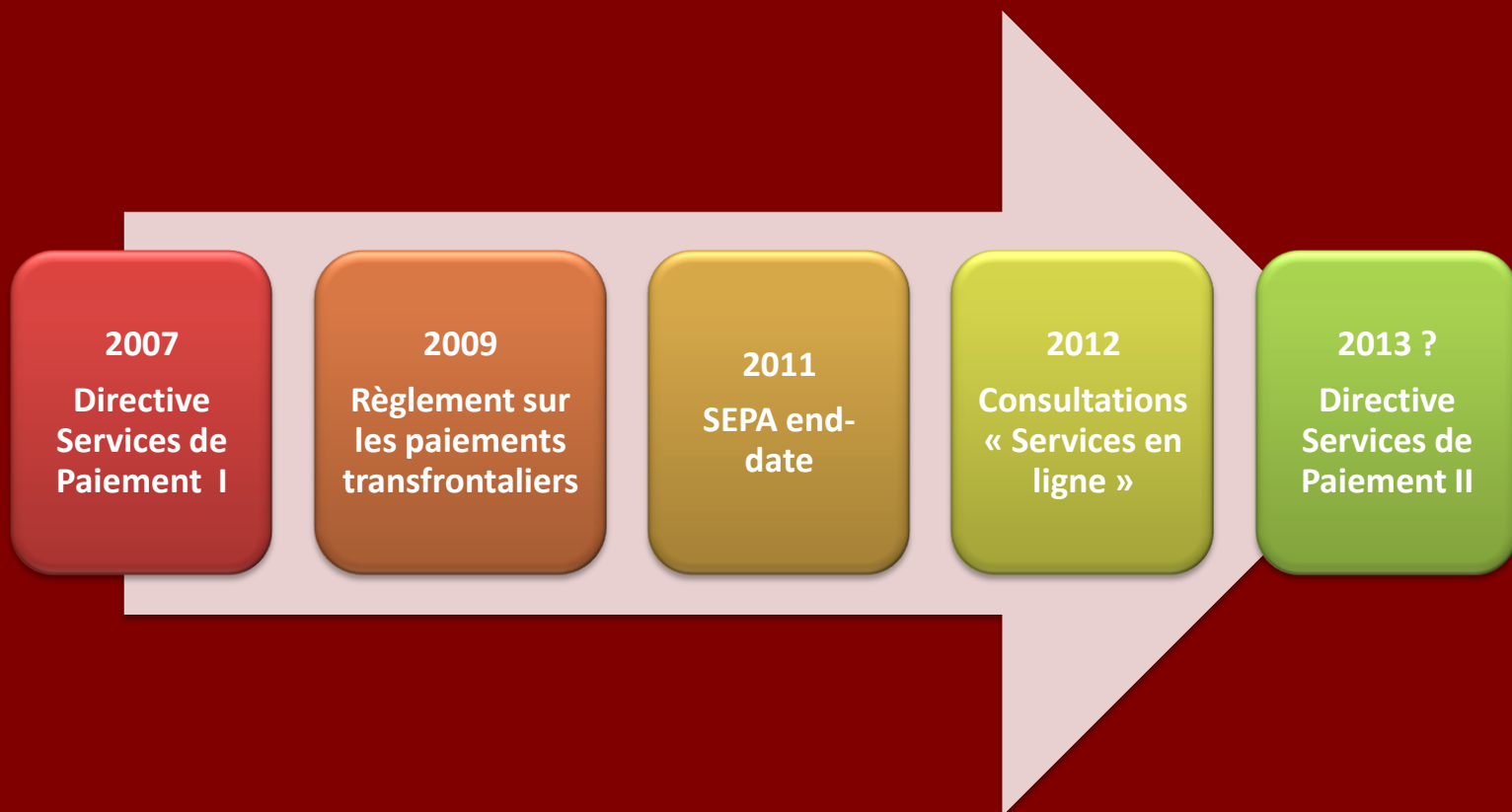


Le sens de l'Europe

Les acteurs européens basés à Bruxelles



L'Europe des paiements : une suite de législations



Le paquet « Services en ligne »

◆ 2 consultations lancées le 11 janvier 2012

- Livre vert sur les services de paiement par carte, électronique et mobile
- Plan d'action sur le e-commerce

◆ 4 priorités

- Renforcer la **confiance des consommateurs** dans les paiements par carte, internet et téléphone mobile
- Réduire et rendre plus **transparents les coûts** pour les utilisateurs
- **Décloisonner le marché unique** en ce qui concerne les paiements
- Promouvoir **l'innovation et la compétitivité**

◆ 2 objectifs à l'horizon 2015

- Doubler la part du commerce électronique dans les ventes de détail
- Doubler la part de l'économie de l'Internet dans le PIB européen

Le livre vert sur les paiements par carte, par Internet et par mobile

Fragmentation du marché européen des paiements

- Commissions d'interchange
- Acquisitions transfrontalières
- Dépendances de certaines activités à l'égard des transactions par cartes

Transparence et efficacité de la tarification

- Information des consommateurs sur le coût des paiements
- Pratiques d'orientation du choix du moyen de paiement
- Modification des règles appliquées par les systèmes de paiement

Normalisation et interopérabilité

- Travaux du Conseil Européen des Paiements sur les cartes
- Absence de standards communs pour les paiements électroniques et mobiles
- Risque de fragmentation des standards

Sécurité des paiements

- Garanties offertes par les cartes EMV
- Développer d'autres systèmes pour les paiements électroniques et mobiles

Vers une nouvelle Directive sur les Services de Paiement

◆ Pourquoi réviser la Directive sur les Services de Paiement?

◆ *La DSP I a été adoptée en 2007*

La Commission européenne veut la mettre à jour pour **intégrer les développements, notamment technologiques**, qu'a connu le marché des paiements ces dernières années

◆ *La DSP I ne couvre qu'une partie des paiements et laisse aux Etats membres toute une série d'options.*

Or la Commission européenne veut approfondir **l'intégration du Marché Unique** en imposant **des règles unifiées**. L'intégration du marché des paiements est à ses yeux une étape essentielle pour **fondre les économies nationales en un grand marché européen**.

Vers une nouvelle Directive sur les Services de Paiement

◆ Quelles sont les pistes envisagées

◆ *Elargir le champ d'application*

- ◆ En limitant le nombre de services de paiements explicitement exclus

◆ *Renforcer l'uniformité du cadre réglementaire*

- ◆ Limiter le nombre d'options pour les Etats membres
- ◆ Remplacer la Directive actuelle par un « paquet » Règlement + Directive

◆ Quel calendrier?

- ◆ La Commission européenne est tenue de produire un **rapport d'évaluation de la DSP I avant le 1^{er} novembre 2012**
- ◆ La proposition législative pour une DSP II est programmée pour le **premier trimestre 2013**

Il n'y a pas d'idées prématurées,
Il y a des moments opportuns qu'il faut
savoir attendre...

Jean Monnet

Merci pour votre attention...

Bruno Dupont
bruno.dupont@euralia.eu